

Le Maroc : sur le chemin de la croissance durable



M. Ahmed Baroudi

*Directeur Général de la Société
d'Investissement Énergétique*

Le Royaume du Maroc est un pays africain en émergence, avec une croissance forte quant à la demande du citoyen en matière d'amélioration de sa qualité de vie. Pour faire face à cette exigence citoyenne croissante, il est important d'anticiper la migration des modèles économiques et industriels actuels vers de nouveaux modèles où finalement l'Homme est la valeur réelle devant subsister dans un environnement durable. Les modes de vies, de même que les modes de pensées, doivent évoluer vers une approche où la «collectivité» prend sa place véritable : nous devons apprendre à mieux vivre ensemble comme citoyens marocains et africains.

Le Ministère Délégué chargé de l'Environnement du Maroc a donné le ton avec la Stratégie Nationale du Développement Durable qui fait une large place à l'économie circulaire, ouvrant la voie à de nouveaux modèles économiques pour tous les acteurs marocains. Les déchets au sens générique du terme tiennent une place centrale, toute activité humaine produisant des déchets qu'il s'agit de ne plus ignorer dans les chaînes de valeurs.

Les premières actions nationales vers une économie circulaire réellement mise en œuvre dans le Royaume sont engagées, notamment par le Ministère Délégué chargé de l'Environnement conjointement avec le Ministère de l'Intérieur au niveau de la Direction Générale des Collectivités Locales (DGCL).

C'est ainsi que le Programme National des Déchets Ménagers (PNDM) a évolué vers le Programme National de Valorisation des Déchets (PNVD). Plusieurs filières de recyclage ont été lancées (verre, cartons, ...) au Maroc, réinjectant ainsi les déchets dans le circuit économique national.

Le Maroc dispose d'une cartographie complète des déchets, région par région, où les typologies et tonnages sont bien établis. Une analyse est en cours afin d'établir les technologies de recyclage et de création de valeur éligibles par région, ce qui permettra d'adapter au mieux les choix des solutions aux spécificités des régions tout en mettant en œuvre des cycles d'économies circulaires.

Les démarches circulaires doivent être généralisées à l'échelle planétaire afin de rationaliser l'exploitation des ressources naturelles disponibles sur Terre et de les rendre durables. Le Royaume du Maroc ne déroge pas à la règle, il a tout aussi intérêt à encourager le

“ l'économie circulaire ouvre la voie à de nouveaux modèles économiques pour tous les acteurs marocains ”

principe d'économie circulaire dans tous les secteurs, que ce soit pour les déchets, l'eau ou tout autre ressource recyclable. Une fiscalité ciblée

encourageant le recyclage et le développement des technologies associées (recherche comprise) serait un apport important et en tout cas un message d'encouragement clair des pouvoirs publics. Plusieurs priorités s'imposent : les déchets de manière générale (y compris au niveau des industries), le recyclage généralisé des eaux usées, l'encouragement des bonnes pratiques au niveau des communes et des régions.

Une telle démarche est fortement génératrice de valeurs et d'emploi, elle contribue efficacement au développement durable des territoires. A titre d'exemple, c'est une composante non négligeable de production d'énergies

renouvelables pour le mix énergétique de l'Etat et de solutions alternatives au fuel tel la production de RDF à partir de déchets séchés.

Initialiser puis globaliser une démarche d'économie circulaire au Maroc passe nécessairement par des «success story» mais à des échelles bien ciblées, chaque expérimentation représentant un cas répliquable. Par exemple, avec le concours de la DGCL, choisir une ou plusieurs communes de tailles petites ou moyennes dont la gouvernance soutient une telle idée au point de la mettre en œuvre et la généraliser au bénéfice de la qualité de vie des concitoyens.

De même, à l'image de l'entreprise Unilever Maroc, réussir des cas similaires mais avec des entreprises 100% marocaines dans des secteurs d'activités polluants ou produisant beaucoup de déchets. Le ministère de l'industrie doit soutenir une telle démarche en proposant des mesures d'encouragement récompensant les bons élèves.

L'ensemble des actions en faveur de la globalisation d'applications de l'économie circulaire doit être suivi à l'échelle nationale par un observatoire existant chargé de mettre à jour les indicateurs nationaux d'avancement d'une telle politique; cela permettra de quantifier le «retour sur investissement» des pouvoirs publics quant aux mesures incitatives telle une fiscalité favorable.

Mais une telle dynamique ne pourra pas se réaliser sans évolution des mentalités: un important effort de communication et de sensibilisation reste à faire. Les principes d'économie circulaire doivent être présents dans tous les livres scolaires, tous niveaux confondus, jusqu'au niveau universitaire ou école d'ingénieur pour former et spécialiser à davantage aux bonnes pratiques.

D'une manière générale, la réussite du modèle d'économie circulaire passe par le soutien généralisé des pouvoirs publics avec comme coordonnateur national le Ministère Délégué chargé de l'Environnement, faute de quoi, le Maroc ne connaîtra que des initiatives isolées qui ne pourront à elles seules porter le fruit d'un résultat bénéfique à l'échelle nationale.